

Il y a un an, le 8 avril 2017, ETA s'est désarmée. Où en est le processus de paix ? Où en est la question des prisonnier-e-s ?

Depuis une dizaine d'années, la gauche abertzale (patriote basque) ainsi que ETA se sont engagés dans un processus de résolution du conflit au Pays Basque, de ses effets et de ses causes, et la Conférence internationale de paix qui s'est déroulée à Donosti (Saint Sébastien, en Pays Basque sud) a été logiquement suivie de l'annonce par ETA de l'arrêt définitif de ses actions armées. Les seules réponses aux recommandations de cette conférence, les seules avancées ont été jusqu'à ces derniers mois du fait de ETA. Le dialogue avec les Etats espagnols et français, l'évolution des politiques pénitentiaires d'exception appliquées aux prisonnières et aux prisonniers basques, la mise en œuvre du désarmement ordonné de l'arsenal de l'ETA, n'ont pas pu se réaliser du fait de l'immobilisme des deux Etats, et en particulier de l'alignement de l'attitude de Paris sur la politique dictée par Madrid. C'est pourquoi à partir de décembre 2016 et jusqu'au 8 avril 2017, la société civile basque a entrepris de réaliser elle-même le désarmement de l'organisation ETA. Et pour la première fois depuis longtemps le gouvernement français a, malgré les pressions contraires de Madrid, participé en ne s'y opposant pas, à cette opération qu'il a d'ailleurs ensuite validée. Un espace de dialogue s'est ouvert avec le gouvernement français sur la question des prisonnier-e-s. Quelques avancées ont été faites avec la suppression du statut DPS (détenu particulièrement signalé) à quelques détenus et le rapprochement de quelques prisonniers dans les prisons de Mont de Marsan ou Lannemezan situées à 160 et 330 kilomètres du Pays Basque. C'est peu, c'est insuffisant, et c'est trop lent. Les prisonnières et les prisonniers, leurs familles et proches ne peuvent plus attendre. La mobilisation qui a rassemblé 11000 personnes dans la manifestation parisienne du 9 décembre 2017 ne doit pas faiblir, elle doit s'amplifier. Il y a près de 300 prisonnier-e-s politiques basques dispersés et éloignés, dont 53 dans l'Etat français, dont certains gravement malades.

Les 6 et 7 avril 2018 des rencontres auront lieu à Bayonne et Biarritz pour faire le point sur ces questions et le CSPB y sera présent.

En 2004, réunies à l'occasion de la Première Conférence Internationale sur les Prisonniers Politiques à Donosti, au Pays Basque, plusieurs organisations ont adopté une déclaration faisant du 17 avril la Journée Internationale des Prisonniers Politiques. Cette date, choisie en référence à la Journée du Prisonnier Palestinien instituée en 1975, permet de rappeler à l'opinion publique que des femmes et des hommes sont encore détenus-es pour leurs idées politiques. Aujourd'hui encore, des dizaines de milliers de militants-es politiques sont incarcéré-e-s dans le monde. Elles et ils sont confronté-e-s quotidiennement aux brimades, aux traitements dégradants, à la torture et aux procès d'exception, auxquels s'ajoutent les conditions inacceptables de tout enfermement. Les prisonniers et prisonnières politiques sont, comme les victimes, les conséquences de conflits politiques causés par le non-respect des droits nationaux et sociaux des peuples.

Le 18 avril 2018 le rassemblement organisé par le CSPB au Métro Ménilmontant à Paris sera l'occasion de manifester notre solidarité avec toutes et tous les prisonnier-e-s politiques.

**RASSEMBLEMENT POUR
LA LIBÉRATION DES
PRISONNIER-E-S POLITIQUES
BASQUES**



MERCREDI 18 AVRIL 2018

À 18H00

METRO MENILMONTANT

PRISE DE PAROLES / MUSIQUE / TABLE DE PRESSE

INFOS EUSKAL HERRIA

Avril 2018

Comité
de Solidarité avec
le Peuple Basque
21 ter, rue Voltaire
75011 Paris

comite_basque@yahoo.fr
<http://cspb.unblog.fr/>



E
T
X
E
R
A



Ion



Jakes



Xistor



Unai

Ils entament leur 29ème année de détention

Ion Parot, Xistor Harnaburu, Jakes Esnal dans des prisons françaises,
Unai Parot dans une prison espagnole. Ils doivent être libérés !

LE CSPB A LA RADIO

RADIO LIBERTAIRE

89.4 FM

tous les derniers mardis du
mois

à partir de 22 h 30

et tous les 3èmes jeudi du
mois

de 19h30 à 20h30

[http://media.radio-
libertaire.org/](http://media.radio-libertaire.org/)

FREQUENCE PARIS PLURIELLE
106.3 FM

les 2èmes et 4èmes samedi du
mois

de 18h à 19h30

<http://www.rfpp.net>



**RASSEMBLEMENT POUR LA LIBÉRATION DES
PRISONNIER-E-S POLITIQUES BASQUES**

18 avril 2018 à 18 heures

Metro Ménilmontant - Paris

Prises de parole / Animation musicale / Table de presse

ETXERAT (association de familles et proches de prisonnier-e-s politiques basques) : Il relève de la responsabilité de l'État français d'en finir avec cette souffrance !

La compagne et les enfants du prisonnier politique basque Ibon Goieaskoetxea, incarcéré à Arles, ont eu le 3ème accident de l'année sur les routes de la dispersion. Le responsable de ce nouvel accident est la politique pénitentiaire d'exception qui oblige les familles de prisonniers politiques basques à parcourir des milliers de kilomètres pour pouvoir exercer leur droit à la vie familiale. La prison d'Arles est située à 850 km du domicile de la famille d'Ibon Goieaskoetxea. Un voyage imposé de 1.700 km, pour pouvoir réaliser une visite extrêmement coûteuse à tous les niveaux : les risques, la fatigue, les énormes frais. Des voyages interminables, comme vers les prisons de Clairvaux (1.016 km), Alençon (738 km) ou Tarascon (664 km), prisons éloignées où se trouvent en plus des prisonniers basques isolés de leurs camarades.

Toutes les personnes, quel que soit leur âge, quelle que soit leur situation, qui sont liées à un prisonnier politique basque, sont soumises aux conditions et aux conséquences de l'éloignement, un des principaux piliers de la politique de dispersion. Y compris les enfants, qui se voient privés de leurs droits les plus élémentaires, dont le droit à la santé et à la vie, en vertu de mesures qui auraient dû être désactivées depuis longtemps.

Cette situation est notre réalité. Ses lourdes conséquences ont des responsables directs : ceux qui maintiennent, gèrent et défendent une politique pénitentiaire d'exception mise en place il y a près de 30 ans. Il y a quelques mois, l'ensemble des partis politiques français (à l'exception du FN) a appuyé le rapport "Bergeron" approuvé au Parlement Européen, qui condamnait toute politique d'éloignement des prisonniers dans les prisons européennes.

Mais l'État français continue d'être l'un des responsables et des promoteurs de cette politique dévastatrice. Neuf parents et amis de prisonniers politiques basques ont été blessés dans les 3 accidents qui ont déjà eu lieu depuis le début de l'année. Nouvelles blessures, nouveaux dégâts à ajouter à la longue liste des conséquences de la dispersion sur les proches des prisonniers politiques basques, parmi lesquelles 16 victimes mortelles.

La ferme volonté de la société basque, le travail de la délégation d'acteurs politiques et sociaux et d'élus du Pays Basque nord qui a établi de nombreux contacts dans l'État français, y compris avec le Ministère de la Justice, ont amené le gouvernement français à faire quelques timides premiers pas vers la fin de la politique pénitentiaire d'exception actuelle. Mais nous ne pouvons pas continuer à attendre.

L'éloignement cause des dommages irréparables, et cela jour après jour, kilomètre après kilomètre. Nous approchons d'un autre week-end, et des centaines de parents et amis de prisonniers se lanceront à nouveau sur les routes, pour des milliers de kilomètres, prenant de nouveaux risques comme prix d'un droit auquel nous refusons de renoncer. Nous, les familles et amis de prisonniers, sommes obligés de les assumer. Mais il relève de la responsabilité de l'État français d'en finir avec cette souffrance.

NOUS LES VOULONS VIVANTS ET À LA MAISON! Euskal Herria, 5 avril 2018



ALTSASU : TROIS JEUNES EN PRISON DEPUIS OCTOBRE 2016 TOUT UN VILLAGE MOBILISÉ POUR LEUR LIBÉRATION

Au départ, il ne s'agit que d'une bagarre dans un bar, le soir des fêtes dans ce village de Navarre. Mais dans la bagarre il y avait deux gardes civils (militaires) espagnols en civil et de goguette ce soir là. L'un d'entre eux a été blessé à la cheville et c'est devenu un lynchage terroriste commis par une cinquantaine de pro-etarras. Le tribunal de Pampelune, au Pays basque, a été dessaisi du dossier qui est aujourd'hui entre les mains de l'Audience nationale espagnole. Huit jeunes sont poursuivis dont trois sont en prison, chacun dans une prison différente, loin du Pays Basque, depuis octobre 2016. Ils risquent au total 375 années de prison. Ils seront jugés à partir du 16 avril à Madrid. Dans ce village d'Altsasu, la Guardia Civil espagnole exerce depuis des années un véritable harcèlement auprès de la jeunesse indépendantiste, comme ont pu en témoigner de nombreux habitants. Et ce montage politique et policier en est une nouvelle manifestation. La population locale est mobilisée depuis le début et de nombreuses manifestations ont eu lieu à Altsasu dont certaines ont rassemblé plus de 20 000 personnes (Altsasu compte 7000 habitants) ou à Pampelune. Le prochain rassemblement aura lieu le 7 avril à Alcalá de Henares malgré la tentative d'interdiction du Parti Populaire et du Parti Socialiste espagnols.



PRISONNIER-E-S POLITIKUES BASQUES DANS LES PRISONS DE L'ÉTAT FRANÇAIS au 31/03/2018



ALENÇON – 830 km
Iruretagoiena Lanz, Luis 358

ARLES – 750 km
Aspiazu Rubina, Garikoitz 280
Goieaskoetxea Arronategi, Ibon 403
Suberbiola Zumaide, Igor 366

CLAIRVAUX – 1050 km
Bengoa Lopez de Armendia, Asier 10 718
Etxaburu Artetxe, Aitzol 10 816

CHATEAUROUX – 680 km
Errazkin Telleria, Ugaitz 11 021

FLEURY-MÉROGIS – 930 km
Reta frutos, Iñaki 421 682-D1
Lesaka Argüelles, Izaskun 433 898

FRESNES - 930 km
Agirregabiria del Barrio, Arkaitz 991 219
Goienetxe Irargorri, Xabier 981 576

LANNEMEZAN – 330 km
Agerre, Didier 1 993
Barandalla Goñi, Oihan 2 614
Esparza Luri, Iñaki 2 199
Fernandez Iradi, Ibon 2 226
Haranburu, Frédéric 2 547
Ilundain Iriarte, Alberto
Maiza Artola, Jon Gurutz
Seguroloa Kerejeta, Joseba 2 387

MONT DE MARSAN – 160 km
Alduna Vallinas, Raoul
Garro Perez, Zigor
Urbieta Alkorta, Josu

MOULINS-YZEURE – 800 km
Abaunza Martinez, Javier 14 610
Iriondo Yarza, Aitzol 16 145
Martitegi Lizaso, Jurdan 14 736

MURET – CD – 430 km
Parot Navarro, Ion Kepa 9 680

OSNY – 970 km
Fernandez Aspuz, Joseba 58 084
Pla Martin, David 58 687
Barrios Santamaria, Mikel 61 584

POISSY – 950 km
Borrero Toribio, Asier 12110
Garitagoitia Salegi, Iurgi 12126

RÉAU – 930 km
Albisu Iriarte, Mikel 3 002
Karrera Sarobe Mikel 6 607
Iparragirre Genetxea, Marisol 3001

Ozaeta Mendikute, Ainhua 7608
Plaza Fernandez, Itziar 8161
Sorzabal Diaz, Iratxe 9533

RENNES – 800 km
Aranalde Ijurko, Maite 8740
Areitio Azpiri, Alaitz 7992
Bernadó Bonada, Marina 8613
Sanchez Iturregi, Saioa 8899

ROANNE – 850 km
Aramendi Jaunarena, Alaitz 2964
Beyrie, Lorentxa 2224
Moreno Martinez, Itziar 3119

SAINT-MARTIN-DE-RÉ – 550 km
Esnal, Jakes 14 207
Martinez Bergara, Fermin 14 461
Merodio Larraona, Zigor 14 716
Mujika Andonegi, Ander 15 136
Rubenach Roiz, Jon 14 949

SAINT-MAUR – 680 km
Oiarzabal Txapartegi, Asier 4 833
Palacio Aldai, Gorka 4 740

TARASCON – 750 km
Ezeiza Aiera, Asier 11 428
Sirven Auzmendi, Ekaitz 11 431

